

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Postes.

Étant donné le rejet de la proposition qu'avait faite le gouvernement, celui-ci a-t-il toujours l'intention de poursuivre les négociations ou s'il a décidé de classer cette affaire?

**L'hon. M. Côté:** Monsieur l'Orateur, j'ai dit qu'il n'y aurait pas d'autre offre venant du gouvernement.

\* \* \*

### LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET LES PROBLÈMES CRÉÉS PAR L'AMÉNAGEMENT DU BARRAGE BENNETT

[Traduction]

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Le ministre des Pêches et des Forêts peut-il dire si la Colombie-Britannique a décidé de se joindre aux groupes gouvernementaux, dont l'un est fédéral, qui étudient les problèmes créés par la construction du barrage Bennett et son effet nuisible en aval sur les gens et l'écologie du delta des rivières la Paix et Athabasca?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Le sujet a été abordé avec les autorités de la Colombie-Britannique. Elles m'ont donné l'assurance qu'elles communiqueraient tous les faits nécessaires à la poursuite de l'étude. Je doute cependant que cette province participe officiellement car certaines parties intéressées lui intentent une action à ce sujet.

LE BARRAGE BENNETT—L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES

**M. Baldwin:** J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Transports. A-t-il récemment étudié le problème? Peut-il dire à la Chambre si on a construit le barrage Bennett sans que le gouvernement de la Colombie-Britannique n'ait obtenu la permission requise en vertu de la loi sur la protection des eaux navigables?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** J'ai demandé des renseignements supplémentaires à ce sujet, monsieur l'Orateur. Je tiendrai la question pour préavis et y répondrai le plus tôt possible.

**M. Baldwin:** J'aurais une autre question supplémentaire. Le ministre n'oubliera pas, j'espère, et il en informera la province de la Colombie-Britannique, qu'en vertu des dispositions de cette loi...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

[L'hon. M. Côté.]

### LES PÊCHES

CÔTES ORIENTALES—LES NÉGOCIATIONS AVEC L'URSS

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Je voudrais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts. La délégation qui se trouve actuellement en Union soviétique participera-t-elle à des discussions concernant nos zones de pêche de l'Atlantique? Dans l'affirmative, le ministre envisage-t-il que l'on puisse parvenir à un accord ou à une entente au sujet des prises excessives auxquelles procèdent les pêcheurs de ce pays le long de nos côtes orientales?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, cette délégation s'est rendue en URSS dans le but de signer l'accord concernant les côtes occidentales. Toutefois, mes collaborateurs profiteront de leur séjour à Moscou pour explorer, avec leurs homologues soviétiques, les possibilités d'un accord relatif aux zones de pêche de l'Atlantique.

**M. Lundrigan:** Une question supplémentaire. Puisque la délégation prend part à des discussions préliminaires, assistera-t-on dans l'avenir à une négociation officielle semblable à celle qui s'est déroulée l'été dernier au sujet des zones de pêche du Pacifique?

**L'hon. M. Davis:** Je doute que nous puissions en arriver à une entente semblable sur la côte ouest. Le député se souviendra que la fermeture des ports de la côte ouest a abouti à ce règlement. Je suis sûr que le député ne prône pas la fermeture des ports de la côte est aux bateaux de pêche soviétique.

**M. Lundrigan:** J'ai une autre question supplémentaire. Le ministre déforme ma question et il le sait. C'est de la politiaillerie.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît! L'honorable député a la parole pour poser une question supplémentaire.

**M. Lundrigan:** Je demande tout simplement au ministre si nous aurons des entretiens sérieux avec l'Union soviétique au sujet des pêches sur la côte est.

**L'hon. M. Davis:** Nous devons avoir des discussions suivies avec l'URSS. Le problème de la côte atlantique est sérieux et c'est ainsi que nous le considérons.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

LA VENTE DE TERRAINS CÉDÉS À LA CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Je voudrais poser une question au ministre des Approvisionnements et Services. L'administration de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies a transféré plus de 45 terrains à la Corporation de disposition des biens de la Couronne, afin